

COMPTE-RENDU DU COMITE TECHNIQUE LOCAL DU 10 01 2013

Ordre du jour :

Points pour vote :

- 1) les emplois 2013;
- 2) le nouveau règlement intérieur;
- 3) la fusion des secteurs d'assiette dans les SIP.

Point pour information:

- 4) questions diverses

Les organisations syndicales ont demandé l'intégration dans le compte rendu de la déclaration unitaire intersyndicale remise lors du CTL du 18 décembre qui avait été boycotté.

Les pétitions unitaires récoltées contre les suppressions d'emploi ont été remises.

FO et la CGT ont présenté ensuite une déclaration liminaire.(voir ci dessous celle de la CGT)

1)Le règlement intérieur devenu le point 1

Nous avons dénoncé ce règlement tant sur le fond que sur la forme .

Sur le fond il n'était pas amendable alors que soumis au vote !De plus il introduit de nouvelles rigidités dans le fonctionnement du CTL de plus les élus doivent pouvoir mettre en débat avec les agents concernés les sujets évoqués et les agents doivent pouvoir voir quelles sont les positions de leurs représentants dans les CTL !

Ils doivent ainsi pouvoir consulter les procès verbaux (une organisation syndicale se prononçant contre).

La CGT a fait remarquer qu'ils ont été publiés en ligne par la DSF du Finistère.

En la forme ce règlement manque de précisions ainsi que l'a reconnu la Directrice et n'est même pas écrit en français correct comme l'a fait remarquer la CGT.

Vote contre unanime des représentants syndicaux.

Les emplois

les suppressions sont actées au premier janvier 2013 , les conséquences se feront donc sentir au mouvement suivant.

Afin de montrer les conséquences les organisations syndicales ont demandé la publication d'un nouveau TAGERFIP(répertoire des emplois) après suppressions d'emploi.

La CGT s'est refusée quant à elle à opposer les filières entre elles et les services entre eux.

Sur la logique de l'efficience qui préside entre autres à la répartition des suppressions d'emploi celle ci semble rester obscure pour la direction elle même .

En ce qui concerne la filière gestion publique l'agent dont le poste est supprimé bénéficie de la garantie de l'emploi jusqu'à que la situation se résorbe (mutation,départ en retraite, promotion ou autre..)

Le financement en emplois des CPS relais est assuré par les suppressions des autres services ce qui pose le problème des arrivées d'agents dans ces nouveaux services s'ils n'étaient pas demandés par des agents du Finistère issus de services ayant eu des suppressions d'emploi. Aussi est-il demandé par les OS que l'affectation sur ces structures se fasse et y compris en 2013 avec un surnombre dans le Finistère.

Sur les fusions de secteurs d'assiettes à Brest et Quimper.

La CGT a dénoncé la volonté d'industrialisation des tâches. Elle s'est prononcée contre ce projet comme les autres organisations syndicales. Pour la CGT il sera plus facile pour la direction de supprimer des B dans l'avenir les secteurs de CSP pouvant constituer une variable d'ajustement là où la gestion revêt un caractère incompressible.

Vote contre unanime des OS

La déclaration de la CGT

Madame la présidente,

Chaque jour, la dégradation des conditions de travail s'accroît pendant que la qualité du service régresse et que la charge de travail explose.

Les agents sont à bout de souffle sous l'effet conjugué des suppressions d'emplois, des restrictions budgétaires, et des restructurations.

Ces suppressions d'emploi se traduisent également par un repli de la présence du service public (notamment par la suppression et les projets de suppression de nombreuses trésoreries de proximité) alors que le besoin en terme de conseil aux collectivités locales (les 34000 communes de moins de 5000 habitants par exemple) demeure élevé dans le contexte actuel.

Dans ce contexte d'efforts incessants demandés aux agents, les traitements et régimes indemnitaires sont gelés pour la troisième année consécutive.

Dans le même temps, la « démarche stratégique » se met en place, contre l'avis des organisations syndicales et donc des personnels, et vise, sous couvert de simplification, à l'abandon pur et simple de certaines missions et à de nouvelles vagues de restructuration du réseau.

Les restrictions de budget de fonctionnement aboutissent à alourdir la charge de travail dans une recherche systématique et aveugle d'économies. Les personnels ne sont ni correctement ni rapidement indemnisés lorsqu'ils sont amenés à se déplacer pour les besoins du service ou en formation. Certains départements se sont trouvés en situation de cessation de paiement en fin d'année.

Faudra-t-il qu'un jour les agents paient pour travailler ?

La suppression de 2 062 emplois supplémentaires s'ajoutant aux précédentes, a été programmée dans le PLF sous couvert de «Modernisation de l'Action Publique » nouveau nom d'une RGPP prétendument abandonnée. Si les vagues précédentes ont fortement dégradé les conditions de travail, désormais c'est l'existence même de certaines missions qui se trouve menacée

Des services, remontent la lassitude, la démotivation et le ras-le-bol des collègues.

L'édifice ne tient plus que grâce à la conscience professionnelle de l'ensemble des agents.

Les personnels attendent autre chose que des déclarations d'intention se brisant chaque fois sur les réalités budgétaires.

Au-delà des préoccupations affichées pour leurs conditions de travail, ils sont en attente de réalisations concrètes et d'une juste reconnaissance des efforts consentis. En matière de régime indemnitaire, force est de constater que la Direction Générale joue la montre. De même au niveau de la fonction publique aucun effort n'est fait : les indemnités kilométriques n'ont pas été augmentées depuis 2008 alors que le prix des carburants n'a cessé de progresser.

Déjà choqués à l'annonce du caractère non prioritaire de leurs missions, les agents de la DGFIP ont entendu le message de Pierre Moscovici les plaçant « au cœur de la République ». Ils ne pourraient y croire que si ce discours se concrétisait très rapidement par les emplois et les crédits budgétaires indispensables à l'exercice des missions de la DGFIP et nécessaires pour assurer la reconnaissance des agents, victimes de 20 ans de restructurations, de réduction d'effectifs et de dégradation des conditions de travail.

Ces dernières semblent au cœur des discours de nos directions qu'elles soient nationales ou locales et restent lettre morte quand il s'agit de mettre en œuvre des actions concrètes contre la souffrance au travail.

On peut constater que nombre de collègues emmènent du travail chez eux le soir et le week-end ou voient leur crédit horaire écrié sans que cela n'émeuve personne. L'essentiel est que le travail soit rendu au prix même de la santé des agents.

Aussi vous comprendrez que nous voterons contre les projets proposés sur les trois points soumis au vote : les suppressions d'emploi et leur conséquence qu'est la fusion des secteurs d'assiette, mais aussi sur le projet de règlement intérieur que nous aurions souhaité pouvoir amender.

le point sur les travaux

| | | Travaux | |
|--|---|--|--|
| Site | Nature des travaux | Commentaires | |
| Brest CFP Duquesne | Toit terrasse | Réception définitive Clôture administrative de la procédure de marché en cours | |
| | Restaurant Administratif | Intervention de l'entreprise SylBerFroid pour diagnostic et chiffrage reportés à janvier 2013 Accord de RH2C pour le remplacement des compresseurs des chambres en 2013 (1 compresseur remplacé fin 2012 en urgence) | |
| | Parking : création de places supplémentaires | Permis en attente Compléments demandés au MOE par les services techniques de la Mairie préalable au lancement de la consultation (écoulement des eaux + contraintes paysagères ZPPAUF) | |
| | Désamiantage locaux techniques des paliers d'étages et archives SIE | Opération accordée au PIT 2012 mais non déléguée (Cf note VP) Nouvelles normes depuis le 1er juillet 2012 Archives SIE : Mise en place AE/CP attendue pour 23.000€ Locaux techniques : Enlèvement impossible, encapsulage à prévoir et à chiffrer | |
| | Portes de la cage d'escalier coté Algésiras (SS et 5ème) | Fait en décembre 2012 | |
| | Porte coupe-feu palier du 5ème | Devis en cours par le gestionnaire d'immeuble – A déclencher rapidement | |
| | Travaux CFP – Fin du chantier Suppression ancien local courrier RDC + Porte de secours | Réception prononcée le 19.12.2012 Clôture administrative de la procédure de marché en cours | |
| Sanitaires PMR public au RDC | Financement en attente | | |
| Sécurité | Demande au PIT 2013 Ordre de priorité n°1 | | |
| Brest CHU | Engagement des travaux de rénovation des locaux par le CHU | Travaux envisagés par la Direction du CHU. A confirmer engagement début janvier | |
| Travaux CPS Brest Cité administrative | Installation du CPS | Lancement en novembre 2012 Dossier de consultation en préparation par l'antenne de Brest Livraison impérative fin mars | |
| | Déménagement GDU (Cité vers TG), Cellule 2MR et Antenne immobilière | Prévu février 2013 | |
| Site | Nature des travaux | Commentaires | |
| Carhaix CFP | Installation Garde-Corps (CHS) | Fait et réceptionné | |
| Concarneau CFP | Préparation de l'installation de la Trésorerie dans ses nouveaux locaux | Travaux OPAC, installation prévue mars 2013 Financement guichet/caisse + sécurité au PIT 2012 mais non délégué (Cf note VP) | |
| Daoulas CFP | Amélioration du cadre de travail (CHS) | Fait et réceptionné | |
| Douarnenez CFP | Dôme toiture | Réception prononcée le 20.11.2012 Clôture administrative de la procédure de marché | |
| Quimper CFP Ty Nay | Travaux de mise aux normes accessibilité : élévateur PMR | Réception le 07.12.2012 Clôture administrative de la procédure de marché en cours | |
| | Sécurité | Demande PIT 2013 + précisions demandées par la Cellule Sécurité BP2C Ordre de priorité n°2 | |
| | Changement Autocom | Prévu au PIT 2012 mais non délégué | |
| | Intégration PCE | Travaux début février Déménagement semaine du 18.02.2013 | |
| | Déménagement BVG vers Régulaires | Déménagement semaine du 21.01.2013 | |
| Quimper - Direction Allée de Couchouren Rue des régulaires | Travaux d'aménagement en vue de l'installation sur les sites de : Couchouren : directrice, pôle pilotage et ressources, 2MR, MDA Régulaires : pôle fiscal, brigades | Début des travaux 10.01.2013 Livraison 1ère phase : mi avril 2013 Livraison 2ème phase : fin juin 2013 | |
| | Changement Autocom | Installation mars 2013 | |
| Quimper CFP | Lancement étude travaux réfection électricité, accueil, ... | Lancement MOE en février 2013 (report de décembre 2012) En attente du report des TF dans Chorus | |
| ETUDES | | | |
| Quimper Pilven | CPS | Réorganisation et intégration du CPS relais | |
| Carhaix CFP | Rationalisation immobilière | | |
| Quimper CFP | Rationalisation immobilière | | |